

## LUCIDES ET COMBATIFS ?

Symboles et symptômes des basculements politiques majeurs en cours fourmillaient samedi 8 octobre 2016, à Pierrefeu, pour le rassemblement favorable à l'accueil de migrants :

Notre manifestation s'était calée entre deux autres, l'une le matin, l'autre, du FN, l'après midi, toutes deux dénonçant au contraire la venue de ces étrangers. « Divisés », titre *Var Matin* ce dimanche 9 octobre 2016, pour signifier les dérives manichéennes potentielles, sur un dossier instrumentalisé dans ce sens par l'extrême droite et la droite extrême, et géré dans la confusion par le gouvernement.

Nous étions peu nombreux, au regard de l'importance des enjeux, en majorité âgés de plus de 50 ans, et nous connaissant tous ou presque plus ou moins, pour avoir partagé depuis longtemps les combats contre les idées de l'extrême droite, devenues depuis, peu ou prou, celles d'une majorité de nos concitoyens, au moins dans le Var. La lecture du récent petit livre de Nicolas Lebourg, *Lettres aux Français qui croient que cinq ans d'extrême droite remettraient la France debout*, en dit long sur une évolution récente et massive qui touche désormais des catégories de la population jusque-là à distance de la lepénisation, et des proches qui nous accompagnèrent longtemps dans nos combats et sont désormais absents, doutent à leur tour quand ils ne manifestent pas leur compréhension, parfois leur adhésion à telle ou telle autre parole des discours ethnocistes ambiants.

À Pierrefeu, la forte présence de CRS casqués, bottés, avec armes et boucliers nous rappelait non seulement la militarisation croissante de l'État depuis la proclamation de l'état d'urgence, mais aussi le degré de violence potentielle que porte en elle la question des migrants. Elle est bien, en ce moment, la partie émergée d'un gigantesque iceberg en capacité de couler la paix publique et la démocratie.

Il fallait par exemple entendre au loin les cris et clameurs de contre-manifestants nous traitant de « racaille », pour prendre la mesure d'un dialogue impossible. Il fallait encore écouter les propos rapportés du Maire FN du Luc en son conseil municipal, déclarant que sa commune s'opposerait à l'invasion des hordes barbares, pour bien se dire que la xénophobie et le racisme se sont totalement décomplexés, sur fond de brutalisation globale du discours politique, à « gauche » comme à droite.

Que dire encore de ce militant associatif invitant à des prises de paroles de plus en plus courtes puis à une dispersion du rassemblement pour ne pas avoir l'air de provoquer les militants du FN commençant à arriver...

Autant de symptômes et de symboles illustrant la défaite actuelle des valeurs de solidarité, fraternité, égalité, liberté... Le constat n'est pas neuf. Mais il me semble que nous vivons désormais ce temps où les dynamiques adverses ne peuvent plus être renversées à court terme. Ici comme ailleurs en Europe on voit bien que le

mouvement actuel de l'Histoire pousse vers les logiques de repli, de fermeture, de conservatisme, de haine. Le choix des différents candidats à la Présidentielle de centrer leur campagne que les questions identitaires, est sans doute une manière commode de continuer à contourner la question sociale, qui devrait être pourtant être la principale. C'est aussi une manière de coller à un électorat de plus en plus nombreux qui, de déceptions sarkozystes en déceptions hollandistes, lorgne logiquement vers le FN, faisant déjà de Marine Le Pen, l'une des deux candidates assurées du second tour des prochaines élections. Au-delà des désillusions accumulées, il faut bien voir que depuis une trentaine d'années, les partis de gouvernement ont perdu toute légitimité en refusant de prendre à bras le corps les questions de fond posées par la mondialisation libérale, le passage à une société du risque, l'ouverture des frontières, le projet d'Europe politique, la transformation de la France en société multiculturelle, le déclin de toutes les structures de représentation héritées, le désir d'une population de plus en plus instruite et ayant accès aux mêmes outils d'information que les élites traditionnelles de participer davantage aux affaires publiques. L'extrême droite s'est engouffrée dans le vide laissée par la gauche et la droite en pleine décomposition idéologique. Il est vrai que le calendrier électoral rend difficile l'énonciation de projets à long terme, encore plus quand, contrairement à 1945 ou aux années de Gaulle il n'y a pas consensus sur la ligne d'horizon à atteindre. Mais le pragmatisme à court terme et les discours visionnaires non suivis d'effets pratiques ont condamné la politique et ses représentants à la crise de défiance hors du commun que nous connaissons aujourd'hui. Que dans une enquête d'opinion de l'an dernier 88 % des sondés ont estimé qu' « on a besoin d'un vrai chef en France pour rétablir l'ordre » , fait frémir tout démocrate et devrait conduire tous les élus à un examen de conscience ou à la démission pour avoir laissé se développer dans l'opinion une idée aussi réactionnaire. Les Français sont-ils condamnés, crise après crise, à devoir se tourner vers des Sauveurs providentiels, pourvoyeurs de conservatisme, de dictature, de guerre et de guerre civile plus ou moins larvée ?

À très court terme, il est sans doute lucide de ne pas être optimiste sur l'évolution politique en France. Le slogan du FN, « la France apaisée » ne peut que faire sourire vu l'état de tension palpable à tous niveaux et à toutes échelles. C'est au moins l'affirmation d'un choix clair : dénoncer les étrangers et Français musulmans comme les auteurs de troubles, le multiculturalisme et l'ouverture des frontières comme les combustibles, afin de proposer l'avènement d'un entre-soi (« on est chez nous » ) sur fond de protectionnisme, nationalisme et disparition de la diversité par assimilation de type colonial ou expulsion.

-Il me semble justement que cet ensemble d'idées en apparence cohérentes et qui font mouche dans l'opinion, doivent nous conduire à ne pas sombrer dans le pessimisme que j'ai décelé hier dans le rassemblement de Pierrefeu. Non, nous ne sommes pas en 1933, à la veille d'une nouvelle subversion fasciste. Nous devons au contraire, et même si c'est dans l'adversité, continuer ce que nous faisons depuis de longues années : construire le monde de demain en adéquation avec des valeurs humanistes

qui sont les seules à faire avancer l'humanité, par-delà leurs déclinaisons spécifiques à chaque aire culturelle.

Le FN, ses alliés, ses imitateurs, et leurs électeurs forment à l'heure actuelle une coalition hétéroclite qui interprète le présent avec les armes du passé et pense demain avec les outils du passé. N'est-il pas hallucinant, par exemple, de voir en 2016 des élus frontistes justifier certaines de leurs actions par la lutte contre le communisme ?

Dans les années 1930, le nationalisme était dans sa phase historique de croissance, porté par la peur du communisme, cimenté par le sang de la Grande Guerre, légitimé, d'une part, par un droit international dont la clé de voûte depuis 1918 était la souveraineté de l'État Nation, et d'autre part par une mystique de l'État comme organisateur absolu de la modernité. Le nationalisme aujourd'hui est entré, comme le socialisme et le libéralisme, tous trois idéologies du XIXe siècle, dans son déclin. Ses moteurs historiques ont disparu ou se délitent sous la pression d'une mondialisation qui n'est pas qu'économique et pousse à redéfinir les rapports de l'homme, de la société, et des États, à l'Autre, à toutes les échelles et dans tous les domaines. Quant à l'État, il n'est plus en mesure d'incarner un absolu, une vérité, ni d'encadrer les masses dans un projet totalisant niant l'individu.

Les militants associatifs de l'altermondialisme ont été les premiers à prendre conscience de l'étendue du chantier qui s'ouvrait pour faire en sorte qu'un autre monde soit possible. Il leur a été reproché de ne pas avoir de solution à court terme, de ne pas vouloir prendre le pouvoir, bref de ne pas entrer dans les logiques et les cadres de l'existant dont ils proposaient le dépassement. Depuis, les expériences malheureuses de Siryza, Podemos, ont montré clairement que le monde de demain ne peut naître pour le moment dans le cadre d'une économie libérale s'appuyant sur des oligarchies politiques et financières suffisamment puissantes pour verrouiller toute évolution qui leur serait défavorable.

Il faut du temps pour changer le monde. Des millions de personnes sont à l'œuvre, dans leur quotidien ou dans la société civile organisée. Je remarque que dès lors que quelqu'un commence à mettre en cause l'existant, quel que soit l'angle d'attaque de départ ( nucléaire, logement, sans papiers, précaires, personnes âgées, écologie, etc.), il se rend compte rapidement que pour agir local il doit penser global. Ainsi, dans les esprits se développe une délégitimation progressive du monde dans lequel nous vivons, première étape avant de le reconstruire. C'est bien la délégitimation progressive de la Monarchie absolutiste, comme forme de pouvoir politique, et de la société des Privilèges, comme organisation sociale, à partir de 1715-1720 qui aboutit à 1789. Et c'est bien encore la délégitimation du pouvoir du Maître qui sait, possède et soumet qui conduisit au socialisme réformiste ou révolutionnaire.

Nous avons appris à craindre les révolutions politiques et la violence qu'elles entraînent. Nous sommes souvent moins diserts sur toutes les formes de violences induites par le décalage croissant entre d'une part, une évolution technologique,

mentale, juridique, spatiale, qui pousse à réinventer le monde, et d'autre part, des structures socio-culturelles qui résistent à cette évolution, soient parce qu'elles craignent de perdre puissance, pouvoir, privilèges, soit parce qu'elles interprètent les évolutions en cours comme la cause de leur déclassement réel ou redouté. Les partis de gouvernement ont choisi jusqu'alors de minimiser ce décalage en tentant de nous faire croire à la fatalité de ce qui arrivait. L'extrême droite propose de résoudre le problème par un retour en arrière. À nous de continuer à considérer que ces deux lignes de conduite paralysent la compréhension du présent, rendent impossible son appropriation par les citoyens pour penser le monde. Karl Krauss, dans *Les derniers jours de l'humanité*, estimait que le nazisme avait prospéré sur l'incapacité des peuples à comprendre l'époque dans laquelle ils vivaient.

Dans les conditions actuelles d'une exacerbation de ce grand écart de la pensée, nous comprenons que la violence politique et sociale puisse être demain à l'ordre du jour : la mise en place d'un état d'urgence perpétuel, les propos de tel homme politique sur une possible guerre civile, l'instrumentalisation des peurs collectives pour des raisons électoralistes, tout cela sonne d'ailleurs dangereusement.

Mais, si la dynamique actuelle, comme je l'écrivais plus haut, est favorable aux forces du repli, c'est que c'est la réponse la plus facile, et donc la plus superficielle, aux questions fondamentales qui se posent. La plus facile car elle s'appuie sur le ressentiment, la peur, l'émotion. La plus facile car elle est une interprétation du présent et du futur possible avec les seuls concepts du passé : puissance du mythe de l'âge d'or, culture de la nostalgie, du « c'était mieux avant », contournement de la question sociale par la fabrication de l'ennemi identitaire cause de tous les problèmes et solution globale par son élimination, etc. Si le FN développe depuis longtemps ces thématiques, une partie de la droite et de la gauche ont fini par y souscrire également, contribuant à les rendre légitimes.

Le danger à court terme vient bien du fait que dans l'esprit de beaucoup de nos concitoyens le lien ne se fait plus entre leurs difficultés réelles en terme de logement, emploi, conditions de travail, droits sociaux, santé, retraite, et les raisons réelles de ces dernières : construction d'une société duale, polarisée, atomisée, organisée par et pour le marché et s'appuyant sur une vulgate ultralibérale transformée en dogme par les décideurs politiques. Les clivages et inégalités qui résultent de choix politiques accomplis depuis plus de trente ans par tous les gouvernements, toutes les majorités, rendent, au-delà d'un seuil où nous sommes parvenus, problématique l'existence du « vivre ensemble », et la paix publique. Créer de l'unité symbolique pour faire société, c'est l'objectif de tout État : l'égalité en droit, l'accès aux libertés, la fraternité, le partage de valeurs et d'un même récit historique ce sont là des moyens d'y parvenir. On voit bien aujourd'hui que tous ces leviers tournent à vide. Ils ont besoin de se nourrir, non seulement, de la mémoire du passé, du discours et de la loi, mais aussi d'une volonté politique et d'un projet.

À défaut, il reste à refaire l'unité en coalisant les ressentiments et en les reliant à

l'ennemi commun. C'est l'arme des dictatures, c'est celle de l'extrême droite. C'est encore une fois la voie du conservatisme quand il se sent menacé. Passéiste, cette voie est également superficielle : elle propose une interprétation du présent fondée sur le passé, et elle ne propose rien pour changer le monde : Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy n'ont pas de programme au-delà de slogans pour parvenir au pouvoir. Le pragmatisme décomplexé de ce dernier quand il était Président de la République en est une preuve supplémentaire. Regardez, par ailleurs, les mesures prises par les maires FN, elles confortent toujours une organisation conservatrice, verticale, inégalitaire de la société.

Que des millions de personnes soient attachés à cette vision de la société est un fait, et c'est l'un des enjeux du combat démocratique de lui opposer une vision différente. Mais que beaucoup soient prêts à abandonner leur raison au profit d'une extrême droite démagogique et haineuse est devenu un problème majeur pour tous. C'est cela qui nourrit une juste inquiétude pour 2017 et les années à venir. Il faut compter d'abord avec l'ampleur des frustrations, des injustices, des inégalités, dans un contexte de crise profonde de notre régime représentatif, et alors que fusent des discours politiques clivant la société, justifiant les replis, le rejet de l'Autre et des solidarités. Dans le même temps remonte en force le refoulé de la décolonisation et de la perte des valeurs traditionnelles. Et c'est enfin le moment où les minorités issues de la période coloniale sortent de leur invisibilité pour entrer dans le débat public. Comme naguère les femmes, ou les homosexuels, leur revendication à l'égalité en droit et en dignité, étape logique de la démocratisation de notre société, dérange. Quand on voit en Pologne, ou en Espagne, la volonté des conservateurs pour remettre en cause des droits fondamentaux des femmes qui semblaient acquis définitivement, on imagine le long chemin qui reste à accomplir pour nos étrangers résidents et les Français non gaulois (pour reprendre une ineptie récente d'un des candidats à la présidentielle). Dans ce domaine comme sur le plan social, la gauche de gouvernement a gravement failli à ses valeurs et responsabilités.

Ce qui nous attend est donc gros de risques pour la paix civile. Il ne faut plus exclure une éclipse provisoire des droits fondamentaux, déjà mis à mal par des années de discours sécuritaire et de mesures d'exception sous prétexte de sécurité.

À tous les pessimistes, à tous ceux qui baissent les bras, se désespèrent, candidats à l'exil (j'en connais), et adeptes du repli sur la sphère individuelle, j'ai envie de dire que la lucidité n'empêche pas la combativité.

Lucidité car les dynamiques politiques en cours nous sont extrêmement défavorables à court terme. Lucidité car en cas de victoire claire des idées de l'extrême droite en 2017 nous resterons une minorité à lutter. Lucidité sur nos échecs, nos difficultés à comprendre que nous avons aussi participé à l'édification de cette époque obscure.

Mais combativité. Depuis longtemps, sur notre lieu de travail, au sein de nos familles, dans la vie associative, nous véhiculons une idée de l'homme et de la société qui nous

paraît juste, propre à le réconcilier avec la Nature, à sortir des logiques binaires et manichéennes, attachée à l'extension des libertés. Que nous nous sentions plutôt les héritiers des humanistes, des penseurs des Lumières, des socialistes révolutionnaires ou des libéraux démocrates, des anarchistes ou des chrétiens sociaux, etc., etc., que nous soyons nourris par la littérature, ou la philosophie, l'Histoire ou nos mémoires familiales, il n'en demeure pas moins que comme en 1815, ou 1851, 1871, ou 1940, pour m'en tenir à quelques repères français, nous sommes confrontés à une possibilité d'étouffement de nos idées et idéaux. Il nous appartient aujourd'hui, comme hier, de les faire vivre car nous avons le devoir de les transmettre aux plus jeunes qui continueront à construire cet autre monde que nous croyons possible. C'est au moins cela notre tâche du présent et elle est immense. Elle commence avec nos enfants (même grands), nos petits enfants, nos élèves pour les enseignants, les jeunes accueillis dans des activités de culture ou de loisir.

Hier, une personne me confiait qu'à son âge elle ne pourrait pas attendre dix ans. Il ne faudra sans doute pas dix ans pour que la société comprenne l'incohérence des idées de l'extrême droite pour peu qu'elle puisse participer aux affaires publiques. Une décennie ne suffira sans doute pas pour inverser tous les signaux négatifs actuels. Encore que la pression du changement climatique, la possibilité d'une nouvelle crise économique systémique, une guerre de grande ampleur, une guerre civile, soient des phénomènes cataclysmiques propres à précipiter des solutions nouvelles. Il faut compter aussi avec les surprenantes réactions de sociétés qui peuvent avoir le ressort de se lever contre l'inique : le recul du gouvernement polonais sur la question des femmes, cette semaine, est un signe intéressant. La seule légitimité possible de tout pouvoir aujourd'hui réside dans le peuple, pour le pire, certes, mais aussi pour le meilleur.

Que faire encore ? Sortir d'abord d'un sentiment d'impuissance. Il est réel en apparence. Mais notre liberté est immense pour saper la légitimité de toute idée et mesure allant dans le sens de l'inacceptable. Elle peut s'exprimer dans la sphère privée, au travail, sur internet, dans ce que nous créons, disons, etc. Inutile pour cela d'être encarté, d'attendre d'être un million pour agir. Nous ne serons jamais assez indignés, assez impertinents. Sachons débusquer toutes ces petites choses qui fabriquent une société de l'obéissance et de la résignation. Ayons le courage d'affirmer nos indignations dans l'adversité. Continuons d'agir comme nous le faisons, dans nos associations, dès lors qu'elles ont un sens pour notre engagement personnel. Gardons le plaisir de nous divertir, de nous aérer le corps et de nourrir notre être de beauté. Ne perdons pas de vue que nous ne sommes pas seuls. Renforçons nos solidarités, nos échanges. Nous avons à réfléchir ensemble à la manière de reprendre contact avec toutes celles et ceux qui, pour le moment, sont dans la spirale du repli sur soi ou/et sensibles au chant mortifère des sirènes identitaires. Nous avons besoin d'être ouverts sans jugements sur les expériences qui fleurissent partout. Vous me direz que tout cela c'est du *bla bla pour bisounours*. Oui, j'entends bien là cette critique néolibérale ou frontiste qui veut que tout ce qui n'est pas cynisme, pragmatisme, vision désabusée de l'homme, négativisme, soit taxé d'irréaliste et de

non responsable. Vous êtes-vous demandé déjà quelle vision fondamentale de l'homme il y a derrière cela ? La partageriez-vous ?

Bien entendu que tout ce que j'écris là peut sonner creux, comme tous les mots quand ils ne s'incarnent pas dans une vie. Ce n'est quand même pas un hasard si tant de personnes qui cherchent à construire un nouveau vivre ensemble politique et social, sont engagées dans le même temps, dans des cheminements de spiritualité, ou/et des pratiques de méditation, travail sur soi, yoga, etc. Car il s'agit bien, finalement, de réconcilier l'homme avec lui-même et avec ce qui l'entoure.

Gilles Desnots, dimanche 9 octobre 2016, à Hyères (Var)